

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.2/L.338
24 octobre 1957
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Douzième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 29 a) de l'ordre du jour

PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE : RAPPORT DU
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Discours prononcé par le Président-Directeur du
Bureau de l'assistance technique à la 471ème séance
de la Commission, le 24 octobre 1957

Monsieur le Président,

Il est désormais de tradition à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale que la discussion annuelle sur l'assistance technique s'ouvre sur un exposé du Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique sur les progrès accomplis dans le cadre du Programme élargi. Le Président-Directeur se félicite d'avoir ainsi la possibilité de rendre compte de ses travaux aux représentants de tous les Etats Membres de l'Organisation et d'entendre leurs observations au cours de la discussion. Voici le septième exposé de cet ordre que je fais devant la Deuxième Commission depuis que je suis chargé de m'occuper du Programme élargi; permettez-moi de vous dire, une fois encore, combien j'apprécie l'occasion qui m'est offerte.

Les membres de la Commission qui ont participé aux délibérations du Comité de l'assistance technique à Genève, cet été, se rappelleront que j'ai dit que l'année 1956 marquait une étape importante dans l'histoire du Programme élargi. Il s'agissait en effet du premier Programme annuel établi, approuvé et mis en oeuvre suivant la nouvelle procédure fixée par le Conseil économique et social pour l'élaboration des programmes à l'échelon national. Dépasant les chiffres records enregistrés en 1955, l'assistance technique fournie en 1956 a atteint le plus haut niveau que l'on ait connu depuis 1950, année où le Programme élargi a été mis en train. Il n'y a pas eu moins de 104 pays ou territoires, y compris 47 territoires

57-29521

/...

sous tutelle ou non autonomes, qui ont bénéficié de l'assistance pendant l'année. Evalué en dollars, le programme total s'est élevé à 30,5 millions de dollars, contre 25,8 millions en 1955, soit une augmentation de 18 pour 100. Les dépenses d'exécution proprement dites se sont élevées à 25,3 millions de dollars, contre 21,3 millions de dollars en 1955, soit une augmentation de près de 19 pour 100. Pour exprimer en chiffres la forme sous laquelle l'assistance a été fournie, on peut signaler que 2,346 experts ont été à l'oeuvre sur place, c'est-à-dire 11 pour 100 de plus que le chiffre le plus élevé atteint les années précédentes. Il a été attribué en 1956, 2.128 bourses de perfectionnement en vue d'une formation à l'étranger; si ce chiffre est légèrement inférieur à celui de 1955, en revanche le coût du matériel et des fournitures nécessaires à la formation professionnelle et aux démonstrations s'est élevé à 3,3 millions de dollars contre 2,8 millions l'année précédente. Pour juger de l'ampleur du Programme, il convient de ne pas perdre de vue le fait que les dépenses courantes effectuées en contrepartie par les gouvernements bénéficiaires eux-mêmes en raison des obligations qui leur incombent dans certains domaines - recrutement de personnel national, services de bureau et autres services, moyens de transport, frais de subsistance locaux des experts, matériel et fournitures destinées aux projets - et sans compter les investissements de capitaux à long terme qu'entraînent ces projets - ont été estimées comme ayant été de l'ordre de 77 millions de dollars en 1956, c'est-à-dire plus du triple de ce qu'a coûté l'exécution du Programme élargi.

Tout en vous félicitant de ces résultats, vous pouvez vous demander si l'expansion du Programme ne nuit pas à la qualité de l'assistance donnée. Or, des faits encourageants tendent à prouver que 1956 a été une année de progrès dans tous les domaines. On a pu constater, dans les programmes qui ont été soumis, une nette amélioration de la qualité, aussi bien du point de vue de la forme que du contenu. La grande majorité des programmes ont donné des résultats vraiment satisfaisants et les conditions mêmes qui permettent de profiter davantage du Programme élargi ont, dans l'ensemble, été améliorées. L'action efficace exercée par les organismes centraux de coordination, qui ont été créés ou renforcés dans de nombreux pays, s'est traduite par la préparation de programmes nettement

/...

meilleurs et judicieusement coordonnés avec la politique de développement poursuivie sur le plan national. On peut dire en toute impartialité que, dans les pays en question, les programmes ont reflété à la fois les préférences des pays bénéficiaires et l'opinion des institutions participantes quant à la valeur technique des projets eux-mêmes. On peut affirmer pareillement que, si l'établissement des programmes à l'échelon national n'a pas donné des résultats entièrement satisfaisants dans certains pays, c'est surtout parce que, dans ces pays, l'absence d'un système efficace de coordination n'a pas permis d'améliorer suffisamment l'élaboration du programme national.

La mise en oeuvre du programme de 1956 a été grandement facilitée par l'amélioration de la situation financière. Pour la première fois dans l'histoire du Programme élargi, il a été possible, en 1956, de commencer l'année avec l'assurance de disposer de fonds suffisants pour couvrir approximativement 92 pour 100 des dépenses afférentes au programme de la catégorie I. A la fin de l'année, le total des sommes effectivement allouées s'élevait à 32 millions de dollars, soit 97 pour 100 de la totalité du programme approuvé de la catégorie I. Pour aucune des années précédentes, on n'avait atteint un pourcentage aussi élevé, et on ne saurait surestimer le bénéfice que l'on a tiré de cette amélioration du point de vue de l'élaboration judicieuse des projets envisagés et de leur exécution harmonieuse.

En 1956, comme les années précédentes, l'avantage le plus positif du Programme élargi a été de permettre de faire amplement appel, pour son exécution, aux connaissances et à l'expérience techniques d'un grand nombre de pays ainsi qu'aux moyens de formation dont ils disposent. Comme l'indique le Rapport du Bureau de l'assistance technique, les 2.346 experts ont été recrutés dans 67 pays. La plupart venaient d'Europe et d'Amérique du Nord, mais 601 d'entre eux, c'est-à-dire plus de 25 pour 100 du total, ont été recrutés dans des pays ou des territoires bénéficiant eux-mêmes des services d'experts étrangers dans le cadre du Programme élargi. C'est ainsi que le Brésil, qui a accueilli 51 experts internationaux, en a procuré 33 en vue d'affectations dans d'autres pays; le Chili en a accueilli 40 et en a envoyé 29; l'Egypte en a reçu 86 et en a fourni 55; la Grèce a reçu 20 experts et en a mis 16 à la disposition des autres pays, et l'Inde, qui a accueilli 110 experts, en a envoyé 89 dans d'autres régions. D'autre

/...

part, 88 pays ou territoires ont accueilli 2.128 boursiers et ont mis à leur disposition les moyens de formation existant dans leurs établissements d'enseignements et ~~instituts de recherche~~ tant publics que privés ainsi que dans leurs usines, leurs exploitations agricoles, leurs hôpitaux, etc. Enfin, le matériel et les fournitures nécessaires à la formation professionnelle et aux démonstrations ont été acquis dans 45 pays.

Il est un aspect de l'évolution du Programme au cours des dernières années dont on ne peut sous-estimer l'importance. Les services d'experts et les moyens de formation professionnelle dont le Programme élargi peut maintenant disposer sur le plan mondial offrent des possibilités d'expansion, sans sacrifice de la qualité de l'assistance fournie, qu'on n'aurait pu envisager dans d'autres circonstances. Comme il est dit dans l'introduction du Rapport annuel du Bureau de l'assistance technique : "La compétence professionnelle des experts recrutés en 1956 semble s'être maintenue à un niveau moyen élevé". Toutefois, le texte continue ainsi : "Mais il apparaît de plus en plus nettement que les avantages pécuniaires et les conditions d'emploi offerts par le Programme élargi ne sont pas suffisants pour attirer, dans certains pays et pour certains domaines, des experts hautement qualifiés, sauf s'il s'agit d'hommes et de femmes aux yeux desquels des idéaux ou le goût de tenter de nouvelles expériences priment toute autre considération". Il faut espérer que le nouveau régime des traitements et conditions d'emploi établi par l'Assemblée générale à sa onzième session aidera les organisations participantes à surmonter un grand nombre des difficultés que le recrutement commence à soulever.

Comme je l'ai signalé au Comité de l'assistance technique, en juillet, on s'est constamment efforcé, en 1956, d'assurer une coopération étroite et une coordination efficace entre le Programme élargi d'une part, et, d'autre part, des programmes multilatéraux, tels que le Plan de Colombo et le programme de l'Organisation des Etats américains, des programmes bilatéraux comme ceux des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de la Suisse, de la Norvège, de la Suède et d'autres pays et les activités d'assistance technique de diverses fondations et institutions privées. Un grand nombre de projets ont été entrepris pendant l'année avec la participation directe ou la collaboration étroite de divers autres programmes d'assistance. Les modalités de la collaboration vont des contacts

/...

quotidiens dans l'exécution des projets à des consultations régulières dans l'élaboration des programmes et des plans pour l'avenir. En matière de coordination, on est passé, comme le souligne le BAT dans son Rapport, de l'action négative qui consistait à éviter les chevauchements ou la répétition des efforts à une action positive, c'est-à-dire que l'on cherche à augmenter la valeur des projets grâce à des efforts concertés visant à échelonner de la façon la plus judicieuse les différentes phases des travaux et à combiner avec le maximum d'effet les ressources disponibles. Les résultats obtenus sont dus principalement aux efforts des gouvernements bénéficiaires eux-mêmes, encore que les représentants résidents aient eu l'occasion de jouer un rôle important à cet égard; il est incontestable que l'élaboration anticipée des programmes, selon la procédure fixée pour l'établissement des programmes nationaux, a aidé à mieux coordonner le Programme élargi et les autres programmes d'assistance. A sa session de juillet, le Comité de l'assistance technique s'est beaucoup intéressé à la coordination des différents programmes d'assistance technique et, vous vous en souviendrez, il a adopté, après discussion, une résolution visant à encourager ce genre d'action concertée.

Ainsi qu'il ressort du rapport du Comité de l'assistance technique dont vous êtes saisis, le Comité de l'assistance technique a consacré beaucoup de temps, au cours de sa session d'été, à l'examen d'un certain nombre de problèmes particuliers, notamment la proportion apparemment élevée des projets continus, l'examen critique du Programme, les ressources à consacrer aux projets régionaux, la possibilité de fournir une assistance technique à titre onéreux, et la nécessité pour le BAT de concentrer pendant un certain temps ses efforts sur certaines régions déterminées. Si vous me le permettez, je traiterai d'abord des trois premières questions, pour revenir peut-être ensuite aux suivantes.

En ce qui concerne les projets continus, les membres du Comité ont constaté qu'ils posent un problème beaucoup plus complexe qu'il ne le semble au premier abord. Par exemple, nombre de ces projets ne sont rangés dans la catégorie des projets continus que parce que leur exécution a commencé au cours d'une année et ne doit se terminer que l'année suivante. D'autres projets ont été élaborés à long terme à dessein et pour des raisons très valables, par le gouvernement et l'organisation intéressés, et dans certains cas les autorités locales en ont déjà

/...

pris l'exécution à leur compte. C'est ainsi qu'en Yougoslavie, le Gouvernement dirige maintenant l'Institut du lait et les laiteries du FISE; en Bolivie, les travaux de l'expert international qui a recommandé la culture d'une certaine plante pour la fabrication d'insecticides et de désinfectants ont été poursuivis sous la direction de techniciens boliviens; au Pakistan, le Centre de formation pour la lutte antituberculeuse a été repris par les pouvoirs publics. Parmi les autres projets qui sont progressivement transférés aux pouvoirs publics, il convient de citer la lutte contre le paludisme en Afghanistan, l'école de soins infirmiers à Ceylan et le projet d'impression sur textiles en Birmanie. Cette évolution a été accueillie avec satisfaction. Néanmoins, les membres du Comité se sont inquiétés du grand nombre de projets continus, ce qui limite la possibilité de prendre de nouvelles initiatives dans le cadre du Programme. Le Bureau de l'assistance technique s'est engagé à faire une nouvelle étude de la question, qui ne manquera pas de se poser avec plus d'acuité en cas d'une réduction des ressources disponibles pour l'ensemble du Programme.

Le Bureau de l'assistance technique a été grandement encouragé par l'accueil favorable que le CAT (ainsi que certains critiques en dehors du Comité) ont réservé au chapitre intitulé "Examen critique du Programme" qui figure pour la première fois dans le rapport annuel du BAT. Dans l'ensemble, la situation décrite dans ce chapitre en ce qui concerne les résultats obtenus est favorable, encore qu'un certain nombre de défauts et de lacunes et même quelques échecs purs et simples y soient signalés. Il est indispensable en effet de reconnaître franchement ces résultats décevants si on veut éviter qu'ils ne se reproduisent à l'avenir, qu'ils soient dus à quelque faute de l'organisation participante ou, comme cela a été parfois le cas, à un défaut de coopération à l'échelon local ainsi qu'au manque de personnel et de services de contrepartie. Le Bureau de l'assistance technique prépare actuellement la prochaine phase de cet exercice d'évaluation systématique et, ce faisant, il tiendra dûment compte des observations très utiles du Comité de l'assistance technique, notamment de sa suggestion selon laquelle la prochaine étude d'évaluation soit étendue aux projets régionaux et, en particulier, aux centres de formation.

/...

Le Comité de l'Assistance technique a discuté assez longuement de la proportion des ressources disponibles à consacrer aux projets régionaux et interrégionaux. Après avoir pesé avec soin les avantages et les inconvénients, le Comité est parvenu à la conclusion que la limite actuelle de 10 pour 100 était trop rigide et ne permettait pas toujours de satisfaire les besoins légitimes du Programme. D'une manière générale, les membres du Comité ont estimé qu'il convenait d'accorder au Bureau de l'Assistance technique plus de latitude et une plus grande liberté de décision en ce qui concerne les projets régionaux et interrégionaux. En fin de compte, ils ont décidé que les dispositions actuelles seraient maintenues en 1958, mais qu'après cette date, les organisations participantes pourraient consacrer aux projets régionaux et interrégionaux jusqu'à 12 pour 100 des ressources dont elles disposeront pour l'exécution des projets de la catégorie I, à condition qu'elles aient la preuve que les gouvernements intéressés sont disposés à assumer leur part de responsabilité, notamment en prenant à leur charge les dépenses de contrepartie, y compris le paiement des frais locaux de subsistance des experts. La Commission notera avec intérêt qu'étant donné les perspectives financières pour 1958, le Bureau de l'assistance technique a récemment décidé de demander au Comité de l'assistance technique de limiter les fonds qu'il consacrera aux programmes régionaux et interrégionaux à 10,3 pour 100 du montant total des ressources disponibles pour les dépenses d'exécution.

Avant d'en terminer avec l'année 1956 et ses problèmes pour me tourner vers l'avenir, je voudrais dire quelques mots des services locaux du Bureau de l'assistance technique. L'hommage rendu par le Comité de l'assistance technique au rôle joué par les représentants résidents du BAT, tant pour l'amélioration du Programme que pour sa mise en œuvre a vivement encouragé ceux de mes collègues qui sont affectés dans les différentes régions. Leur tâche est importante et difficile; de plus, ils ne peuvent compter, dans la plupart des cas, que sur une aide administrative fort limitée; leur réussite dépend davantage de la confiance qu'ils inspirent, de l'influence personnelle qu'ils exercent, que de l'autorité que leur confèrent leurs fonctions. J'aimerais saisir cette occasion pour remercier les nombreux gouvernements représentés ici qui ont collaboré si étroitement avec les représentants locaux du Bureau de l'assistance technique, et leur ont donné un appui si précieux au cours des douze derniers mois. Grâce au zèle et

/...

au dévouement de ces représentants et du modeste personnel local qui les seconde, grâce aussi à la collaboration et à l'appui des gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, le Programme élargi dispose maintenant, je le crois, d'un réseau mondial de services dont l'utilité est éprouvée et dont les possibilités sont vastes.

En ce qui concerne les perspectives d'avenir, je les envisage, je l'avoue, avec un mélange de confiance et d'inquiétude. Ma confiance dans l'avenir du Programme, repose sur tout ce qui a déjà été accompli : je songe avant tout à l'amélioration des conditions de vie dans tant de pays et de territoires répartis dans toutes les parties du monde, mais aussi au succès de la coopération inter-gouvernementale et inter-institutions, qui a dépassé toutes les espérances que l'on pouvait nourrir dans les premières années de notre activité. Je crois que nous avons créé un instrument efficace pour l'élaboration et l'exécution des programmes pour le recrutement de techniciens et l'utilisation des moyens de formation dans le monde entier et pour une coordination et une évaluation précise de nos efforts. Il semble aussi que nous ayons gagné la confiance et la coopération pratique des gouvernements et des services officiels dans la grande majorité des pays dans lesquels s'exerce notre activité. Nous recevons beaucoup plus de demandes - à notre avis, pleinement justifiées - pour la forme d'assistance technique que nous avons fournie jusqu'ici, que nous n'en pouvons satisfaire actuellement; je suis persuadé qu'il nous sera possible, en un certain nombre d'années, d'étendre très largement le champ de notre activité, sans qu'elle perde rien de son efficacité et sans qu'il soit besoin de renforcer de manière appréciable nos services administratifs actuels.

Telles sont les raisons qui m'incitent à envisager l'avenir avec confiance. Quels sont maintenant mes motifs d'inquiétude ? A un certain moment, je me demandais avec appréhension si, malgré les inconvénients qui lui sont propres, le système d'action inter-institutions qui est celui du Bureau se révélerait efficace en tant qu'instrument de coopération internationale. Cette appréhension est maintenant dissipée. Certes, de nombreuses difficultés subsistent, mais le système fonctionne aussi bien que la plupart des institutions humaines. Par la suite, j'ai craint que les difficultés de recrutement et la pénurie de moyens de formation appropriés n'arrêtent prématurément notre expansion. Malgré certains problèmes que

/...

j'ai déjà mentionnés, ce n'est plus là un de nos principaux soucis et il est peu probable que la question nous préoccupe à nouveau, à moins que nos ressources financières ne s'accroissent subitement et dans des proportions inattendues. Dans un programme dont les ressources sont constituées par des contributions volontaires versées en plus de soixante monnaies locales de convertibilités variables, la gestion des devises n'a pas été sans soulever certains problèmes, mais, à l'heure actuelle, ils sont pratiquement résolus.

En fait, le seul grave motif d'inquiétude qui subsiste aujourd'hui en ce qui concerne l'avenir du Programme élargi est d'ordre financier; à cet égard, j'estime qu'il est de mon devoir d'attirer votre attention sur les faits tels qu'ils m'apparaissent. Les faits eux-mêmes sont assez paradoxaux, comme en témoignent les contributions annoncées à la récente Conférence de l'assistance technique. A de nombreux égards, c'est la meilleure conférence qu'on ait eue jusqu'ici. Les pays qui ont annoncé des montants précis - il y en a eu 74 - ont été plus nombreux qu'à aucune des conférences antérieures. Ils comprenaient un nouveau pays contribuant - la Fédération de Malaisie - et 20 pays se sont engagés à augmenter leur contribution. L'Australie, l'Autriche, la Birmanie, la Bolivie, la Grèce, le Libéria, la Libye, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Pérou, le Portugal et le Venezuela ont annoncé des augmentations de 20 pour 100 ou davantage. Le montant des contributions des pays autres que les Etats-Unis - le plus fort contribuant -, qui n'a cessé d'augmenter ces dernières années, dépassera probablement 16,5 millions de dollars en 1958, soit un million de plus qu'en 1957. Après les augmentations des dernières années, on pourrait juger ce résultat assez encourageant, mais, comme chacun sait, le Gouvernement des Etats-Unis a annoncé que le pourcentage des ressources qu'il consacre à l'assistance technique serait progressivement diminué. C'est ainsi qu'en s'engageant pour 1958, les Etats-Unis ont indiqué que le montant de leur contribution n'excéderait pas 45 pour 100 du montant total. En supposant que les autres pays versent 16,5 millions de dollars, la contribution des Etats-Unis serait limitée à 13,5 millions de dollars (alors qu'ils se sont engagés pour un total de 15,5 millions de dollars); ce qui représenterait, au total, 30 millions de dollars. Ce chiffre représenterait une diminution par rapport à celui de 1957 et serait inférieur d'un million de dollars environ au montant nécessaire pour financer le programme un peu moins important

/...

qui est prévu pour 1958. Du point de vue budgétaire, il est possible de rectifier la situation en limitant en conséquence les affectations de crédits de façon à éviter des déficits. Mais c'est là une façon très négative de tourner la difficulté et il en résulterait un ralentissement de l'élan acquis au cours des dernières années - grâce auquel le chiffre des activités est passé de 19 millions de dollars en 1951 à près de 31 millions cette année. Je dois toutefois signaler que mes prévisions pour 1958 sont fondées sur une estimation assez réservée des montants que décideront de verser un certain nombre de gouvernements qui n'ont pas annoncé de chiffres précis. Il faut espérer vivement qu'en prenant leur décision définitive, ces gouvernements et d'autres qui seraient à même d'envisager de verser une somme supplémentaire tiendront compte de la situation financière du Programme, que je viens d'exposer. Malgré la décision des Etats-Unis de réduire l'année prochaine le pourcentage qui ne devra pas dépasser leur contribution, nous recevrons d'eux 82 cents pour chaque dollar supplémentaire versé par d'autres pays jusqu'à ce que soit atteint le plafond de 15,5 millions de dollars.

Il serait regrettable de devoir réduire encore, si peu que ce soit, le Programme de 1958. En effet, lorsqu'on a annoncé, à Genève, qu'on se proposait de réduire considérablement les programmes relatifs à certains pays importants afin de pouvoir accroître l'assistance fournie à quelques-uns des nouveaux Etats indépendants et à d'autres pays sous-développés où des changements de politique permettaient d'entreprendre de nouvelles activités avec des chances de succès, on a exprimé l'espoir, au cours du débat, qu'il ne s'agissait que d'une concentration géographique des efforts pour répondre à un besoin temporaire. Cependant, les perspectives pour 1959 et pour 1960 s'assombrissent au fur et à mesure que diminue le pourcentage des Etats-Unis (36 pour 100 en 1959 et 33 pour 100 en 1960). En l'absence d'indication sûre que quelques-uns des principaux pays contributeurs se proposent d'augmenter substantiellement leur contribution, le Bureau de l'assistance technique sera forcé de prévoir, pour le Programme de 1959 (au sujet duquel des décisions devront être prises au début du printemps de l'année prochaine) une diminution de 10 pour 100 au moins par rapport au niveau déjà réduit de 1958. Une réduction du même ordre s'imposerait pour l'année suivante si aucun changement fondamental n'intervenait dans la situation financière. Qui plus est, ces prévisions provisoires se fondent sur le maintien du taux modeste d'augmen-

/...

tation qui a été observé par les pays contributeurs autres que les Etats-Unis et sur la réalisation du maximum d'économies sur le plan administratif. Il est inutile d'insister davantage sur la gravité de la situation et il faut espérer qu'elle constituera en soi un appel impérieux aux gouvernements contributeurs.

On ne saurait perdre de vue la situation que je viens d'exposer et les mesures qu'elle réclame lorsqu'on examine la résolution du Conseil économique et social relative aux "Perspectives d'avenir" (Résolution 659 (XXIV)). On se souviendra que cette résolution adressait un appel aux gouvernements participants pour qu'ils envisagent la possibilité d'augmenter les ressources financières du Programme et les invitait à suggérer des mesures propres à permettre la mise en oeuvre d'un programme sensiblement plus vaste, y compris de quelques-uns des projets les plus importants décrits dans le document intitulé "Perspectives d'avenir", présenté par le BAT. Les "Perspectives d'avenir" ne représentent pas le dernier mot du Bureau et des organisations participantes en ce qui concerne la façon dont ils conçoivent l'expansion éventuelle du Programme élargi. Ce document exprime, cependant, dans ses grandes lignes, la pensée de ceux qui étaient chargés de l'administration du programme au moment de sa rédaction. Si l'on rédigeait aujourd'hui une version révisée de ce document, elle comprendrait sans doute des suggestions supplémentaires et elle mettrait peut-être l'accent sur d'autres points, mais les principaux éléments resteraient presque certainement les mêmes. Les mesures d'expansion proposées sont dictées par l'expérience pratique acquise dans la mise en oeuvre du programme d'assistance technique, bien qu'elles impliquent souvent des dépenses au titre de l'équipement et des fournitures qui dépassent de loin les possibilités que l'on a reconnues jusqu'ici au Programme élargi. On est amené à constater qu'au cours de la mise en oeuvre de l'assistance technique sous toutes ses formes, on atteint souvent ce qu'on pourrait appeler le "point de la déception", c'est-à-dire le point où les avis judicieux, les plans les plus détaillés et les programmes de formation les mieux organisés semblent vains et stériles faute des moyens nécessaires pour la réalisation pratique d'un projet important. Il se peut que la prochaine étape soit la création d'un laboratoire de recherches techniques, la mise en oeuvre d'un projet de démonstration agricole, une enquête en vue de l'aménagement du bassin d'un cours d'eau, ou la fondation d'un institut de formation technique. Mais cette prochaine étape - essentielle

/...

pour le développement économique - dépasse trop souvent, hélas, les possibilités financières de nombreux pays sous-développés, même s'ils sont en mesure de verser une contribution appréciable prélevée sur leurs propres ressources. D'autre part, il se peut qu'il s'agisse d'une initiative d'une portée plus vaste, qui va bien au-delà du domaine de l'assistance technique telle que nous la connaissons. Il y a certes là matière à mûre réflexion.

En terminant, je voudrais, Monsieur le Président, en revenir à l'assistance technique telle que nous l'avons connue jusqu'ici et répéter quelques observations que j'ai formulées à Genève cet été en m'adressant au Comité de l'assistance technique. J'espère aujourd'hui, comme alors, qu'en étudiant les aspects administratifs et financiers de notre tâche, nous ne perdrons pas complètement de vue les réalités vivantes de notre Programme, dont la portée est mondiale. Derrière les statistiques, derrière le jargon administratif, il faut savoir évoquer l'aventure que vivent ces hommes et ces femmes qui ont entrepris de traduire dans la pratique les décisions que nous prenons de loin. Qui sont ces hommes et ces femmes ? Ce sont des experts et des boursiers qui viennent de plus en plus nombreux de tant de pays; ce sont aussi les nombreux fonctionnaires des administrations publiques qui collaborent avec nous dans le monde entier et sans lesquels notre travail d'assistance technique ne serait qu'un courant à sens unique d'idées stériles. J'ai souvent eu l'occasion de parler des projets que j'ai vu exécuter en me rendant dans les pays qui bénéficient de l'assistance technique et des experts dont le travail m'a frappé au cours de mes voyages. J'aurais voulu avoir plus de temps pour vous décrire ce que j'ai vu lors de mon récent voyage en Amérique latine, en Afrique occidentale et dans certains pays méditerranéens, car ce sont ces expériences de première main qui permettent d'apprécier la qualité essentielle de notre tâche et qui raniment notre foi dans la valeur de notre entreprise. En dernière analyse, ce sont les changements apportés à la vie du commun des mortels qui permettent de juger si tant d'argent, tant de temps et tant d'efforts n'ont pas été consacrés en vain à cette entreprise. Quiconque a visité les villages indiens des hautes terres des Andes n'est pas seulement frappé profondément par l'enthousiasme avec lequel des populations pauvres et analphabètes ont accueilli les modestes possibilités de formation et de services que leur offrait notre mission, mais se rend compte aussi des riches possibilités encore inexploitées qui s'ouvrent aux réalisations humaines et qui commencent seulement à être explorées. Quiconque a vu la vie de toute une

/...

collectivité se transformer à la suite de la disparition du paludisme ou du pian grâce à l'aide de l'OMS ne peut douter un instant de la nécessité de poursuivre cette tâche jusqu'au moment où le monde sera délivré de ces causes de dégradation humaine, et alors le but sera atteint. Observer dans leur travail les fonctionnaires d'un pays encore aux prises avec les problèmes que posent les réalités économiques et administratives et les formes constitutionnelles de l'indépendance, c'est une expérience inoubliable mais quelque peu humiliante pour qui a conscience de l'écart entre ce que le monde attend des organisations internationales et leurs possibilités d'action dont il ne connaît que trop les limites. Empêcher le désert de s'étendre, faire échec à l'érosion du sol, puis reboiser habilement pour gagner du terrain, défendre des régions entières contre les ravages des sauterelles, de tels résultats laissent le souvenir ineffaçable de réalisations saisissantes obtenues à un prix qui semble presque ridiculement bas. Dans tous les pays où je me suis rendu, j'ai senti que le Programme se trouvait déjà justifié par les efforts de quelque boursier dont l'imagination avait été frappée par l'expérience qu'il avait vécue à l'étranger et qui, à son retour, faisait sa propre petite révolution dans un secteur de l'économie de son pays.

Ce sont ces efforts modestes en eux-mêmes, qui, patiemment multipliés, ont contribué au succès du Programme élargi d'assistance technique dans le domaine de la coopération économique internationale. Mais le Programme est plus qu'un succès acquis, c'est aussi une promesse de réalisations futures. Il dépend de tous ceux qui s'occupent du Programme que cette promesse soit tenue. C'est là, certainement, un sujet de discussion approprié pour la Deuxième Commission.
